



10 Novembre 2020
Communiqué de presse

PLAN DE RELANCE EUROPEEN : ALERTE FACE AU PASSAGE EN FORCE DES LOBBIES FOSSILES AU PARLEMENT

En bref : Notre délégation dénonce le passage en force des principaux groupes du Parlement européen, qui souhaitent confisquer le débat et imposer les propositions des lobbies fossiles sur le plan de relance européen.. Nous les appelons à exiger un débat et un vote en séance plénière.

En juillet dernier, le Conseil Européen accouchait déjà d'une souris, en s'accordant sur un plan de relance d'un montant largement insuffisant, conditionné au respect de la doxa austéritaire de la Commission.

Le Parlement s'était engagé à renforcer l'ambition climatique de ce plan mais le texte de mise en œuvre (Facilité pour la Reprise et Résilience) voté hier par les Commissions en charge des questions budgétaires et économiques du Parlement, constitue une grave régression.

Notre délégation s'alarme sur deux points.

Alors que la commission chargée des questions environnementales avait obtenu l'interdiction stricte de financer des énergies fossiles, cette mention a disparu comme par magie. Le plan de relance pourra ainsi être utilisé pour financer des projets gaziers au sein de l'Union européenne. Un choix irresponsable, un an à peine après avoir voté l'état d'urgence climatique.

Ce recul écologique s'accompagne d'un scandale démocratique : le refus par les principaux groupes d'organiser une discussion politique et d'un vote en plénière sur ce texte central. En privant ainsi l'ensemble des députés de leur droit de débattre et d'amender le texte qui servira de base aux négociations avec le Conseil et la Commission, ils méprisent le rôle des parlementaires européens, pourtant seuls représentants élus directement par les citoyens.

Notre délégation appelle les groupes S&D et écologistes, et notamment leurs délégations françaises, à réclamer avec nous un vote en séance plénière pour réintroduire des gardes-fous écologiques dans le texte. Le Parlement européen doit refuser d'être la chambre d'enregistrement des lobbies climaticides !

La délégation France Insoumise au Parlement européen

